

Vers une démarche multi-acteurs public-privé.

C'est à l'initiative de la **Commission Solidarité Oupeye (CSO)** que la Commune d'Oupeye a décidé, en 2001, de soutenir un projet de **Coopération Internationale Communale (CIC)**. Cette association qui regroupe des membres de différentes associations humanitaires de l'entité continue à jouer un rôle très important au niveau de la sensibilisation dans notre commune. Elle a mis sur pied, dès le départ en 2006, l'« Opération Sirop ». Oupeye, Commune Wallonne de la Fruiticulture, située en Hesbaye, est un important producteur de pommes et de poires en Wallonie. En septembre, la CSO convie les enfants des deux réseaux scolaires et les mouvements de jeunesse à ramasser les pommes et les poires tombées dans les vergers. Avec l'aide des fruiticulteurs de la commune, ces fruits sont transportés vers la Siroperie NISSEN d'Aubel. Les pots de sirop sont vendus au bénéfice des écoles de Gourcy. Cette activité nous permet de créer et maintenir des liens entre des établissements scolaires d'Oupeye et de Gourcy. Actuellement, sept écoles échangent une correspondance.

L'ONG, Autre Terre fait partie de la CSO. Elle bénéficie de la présence de coopérants au Burkina Faso. C'est elle qui nous a proposé de rencontrer les autorités communales de Gourcy qui, au départ, était une commune de la même taille que la nôtre (entre 20 et 25 000 habitants). La contribution efficace d'Autre Terre fut une aide précieuse dans notre projet communal. Elle y a joué un rôle de facilitateur et de conseiller dans une période où la communication entre Oupeye et Gourcy était difficile, tant au niveau outils que compréhension et ce jusqu'à l'engagement d'un chargé de projets au Sud en août 2010.

La grande priorité de Gourcy étant l'accès à l'eau et la gestion des déchets, conformément au **Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)** qui nous avait été communiqué par la commune de Gourcy lors de nos premiers contacts, nous avons proposé au Conseil municipal nos compétences en matière de gestion et de collecte des déchets, compétences qui relèvent de notre commune. Nous nous sommes aussi engagés à proposer des solutions dans le domaine de l'accès à l'eau. Après une mission découverte, nous avons proposé un projet à la **Région wallonne** afin d'obtenir un subside. C'est ainsi que le projet « Gourcy, ville propre » fut lancé. La Région wallonne (Wallonie Bruxelles International) a accordé un premier budget significatif et le Conseil communal s'est engagé officiellement dans un partenariat solidaire avec Gourcy pour une durée de 2 ans. Le projet « Gourcy, ville propre » consiste en un appui à la gestion participative des déchets ménagers de la commune burkinabé. Oupeye apporte son aide afin de mener des activités d'assainissement en vue d'améliorer les conditions de vie de la population locale. Au départ 125 personnes (100 femmes et 25 hommes) ont été engagées à la commune de Gourcy. Elles furent réparties dans les cinq secteurs de la ville pour assurer le balayage des espaces publics de la commune. Le projet a permis de les équiper aussi bien en matériel (ânes, charrettes, brouettes, râtaux, balais, bacs à ordures,...) qu'en équipement (masques, tenues, gants,...). Ces balayeurs ont pu être rétribués pour leur travail et disposer ainsi d'un petit revenu mais, surtout, elles ont bénéficié d'un suivi médical régulier et gratuit créant quelques jalousies auprès des 25 balayeurs communales du marché. Par après, elles ont été reprises dans l'équipe des balayeurs, lors de la reconduction du deuxième projet soutenu par la Région Wallonne. A l'expiration du premier projet, la commune de Gourcy fut incapable de le poursuivre seule, faute de ressources propres. Un nouveau projet de 2 ans fut donc rentré par la commune d'Oupeye à la Région Wallonne et fut accepté (*La Coopération Internationale Communale : un développement de proximité, Focus sur le projet Oupeye-Gourcy*, Mélanie KNOTT).

Dès la mise en place de ce projet, nous avons pris contact avec **l'Association Bayri Manégré du Zondoma (ABMZ)**¹ qui récolte les déchets ménagers privés et publics. Par notre projet, nous avons augmenté le volume de déchets à transporter à la décharge, ce qui a augmenté la charge de travail de l'entreprise sans contrepartie financière en retour. Tout naturellement, cette entreprise s'est intégrée dans notre projet et en est sortie renforcée.

Le projet ayant eu du mal à démarrer, nous avons fait appel aussi aux services **d'Inter-mondes**² pour la réalisation d'une évaluation de notre programme. Leur rapport fut très important pour nous. Il répondait à bien des interrogations de notre part (quid de notre vision du projet et de celle de notre partenaire, nos exigences, le fonctionnement de la commune partenaire, notre projet et ses objectifs et la compréhension mutuelle). Ce rapport nous rassura aussi quant à la réalisation de notre projet : un véritable programme d'assainissement ne peut se concevoir que sur une durée de 10 à 20 ans.

Le Laboratoire-citoyenneté³ a organisé en 2008 à notre demande un forum réunissant des représentants des différentes associations locales car, au départ, le projet provenait de la mairie. Il fallait le rendre citoyen. Ce forum a permis aux associations de s'approprier le projet, d'émettre un diagnostic, de s'insérer dans la démarche de la mairie.

Fort de notre expérience, nous avons décidé de poursuivre notre engagement et nous avons introduit une demande de subside mais, cette fois, à **l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW)** dont le programme de coopération décentralisée (de commune à commune) a pour objectif prioritaire le renforcement des capacités des institutions locales du Sud afin de prendre en charge leur propre développement. La Coopération belge subsidie à 100% les coûts liés à ces partenariats. Avec 3 autres communes partenaires, nous sommes rentrés dans le programme **CIC** le 18 décembre 2008 en présentant un projet solide sur deux thèmes spécifiques :

-le renforcement des capacités de mobilisation des ressources financières

-le renforcement de communication, de planification et de mise en œuvre dans le secteur de l'assainissement.

Le premier thème devait amener, à échéance, la commune partenaire à poursuivre les projets élaborés de façon autonome et sur fonds propres. Depuis cette année, la commune de Gourcy a pris en charge le salaire des balayeuses du projet Région Wallonne.

Le second étant un thème repris dans le CSLP suivant les directives du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale.

¹ Association créée en 1995 avec le soutien d'Olonne S/Mer, une commune française. Cette mini-entreprise locale lutte contre l'insalubrité et la déforestation de la commune de Gourcy.

² Inter-Mondes est une des premières associations belges à avoir été créée en 1996 par et pour des acteurs du Sud autant que du Nord.

Conçue au départ essentiellement pour faire connaître en Europe la richesse des dynamiques populaires initiées au Sud, elle a progressivement redéployé ses activités vers l'appui à toutes les formes d'interpellation et d'interconnexion au Nord comme au Sud.

³ Le Laboratoire-citoyenneté est dirigé par Antoine Sawadogo, ex-Ministre de l'Administration territoriale qui participa à la dynamique de décentralisation au Burkina.

Dès 2007, nous avons pris contact avec nos partenaires français **d'Olonne S/Mer**, commune jumelée avec Gourcy depuis plus de 20 ans. Une rencontre entre les trois partenaires (Gourcy, Olonne, Oupeye) s'est tenue en octobre 2009 à Olonne lors du 20^{ème} anniversaire du jumelage.

Cette commune française s'implique surtout au niveau humanitaire (éducation, santé, accès à l'eau et assainissement). Elle a notamment soutenu ABMZ à organiser un service de ramassage des déchets privés et à créer une décharge communale. Actuellement, elle se charge de l'étude et de l'installation des infrastructures d'approvisionnement en eau. Elle a fait appel à «Vendée-Eau »⁴. Depuis cette époque, nous planifions ensemble les projets qui concernent l'approvisionnement en eau.

En 2009, une nette avancée au niveau de l'environnement s'est produite de par la présence, durant 5 mois, de **deux stagiaires** universitaires oupéyens à Gourcy (un biologiste et un géographe) . Durant leur séjour, ces stagiaires ont pris contact avec **l'Office nationale des Eaux et de l'Assainissement (ONEA)** qui met en place un plan stratégique en matière d'eau potable et d'assainissement. Nous utiliserons son cadre de concertation communale pour tout ce qui concerne l'assainissement

A Oupeye, vous l'aurez constaté, nous travaillons dans une logique de partenariat. Et quand, en 2009, **le Centre écologique Albert Schweitzer (CEAS)**⁵, nous a contactés pour travailler de pair sur la problématique des déchets, nous avons immédiatement accepté leur offre. Ce partenariat nous a permis d'appuyer le programme de sensibilisation et de créer un Centre de Tri.

En 2010, **une étudiante en anthropologie** est partie un mois à Gourcy pour y faire un audit sur la compréhension de la gestion des déchets par la population. Son travail nous a permis de réorienter le travail de sensibilisation dans les différents secteurs de la commune du sud.

Gourcy étant reconnue au Burkina pour son dynamisme, c'est **Ingénieurs Sans Frontière Belgique (ISF)**⁶, qui pris contact l'année dernière avec le Maire de Gourcy et 2 autres communes du Burkina (hors projet CIC) pour un projet de plus grande envergure concernant les déchets. Cette année, ils aideront la mairie à réaliser le cahier des charges, nécessaire à la réalisation du plan de gestion des déchets de la commune. Celle-ci n'a en effet pas les capacités de réaliser ce plan qui fait partie de notre **Logique d'Intervention Partenariat (LIP)**.

Des conventions ou protocoles d'accord ont été signés avec chacun des partenaires, la mairie de Gourcy restant le maître d'œuvre. Une conférence –vidéo a été organisée entre Oupeye, le CEAS, ISF et Gourcy en vue de finaliser nos accords de coopération.

Lors de notre mission d'évaluation en février 2011, j'ai rencontré, en tant qu'Echevine des Affaires humanitaires, les représentants d'une des 3 communes italiennes qui subsidient le projet portant sur l'état civil, à Gourcy : Grugliasco (les 2 autres étant : Alpignano, Pianezza). Ce projet a permis

⁴ Société d'affermage qui gère l'eau en Vendée et qui est autorisée à utiliser 1% de son budget au financement des actions d'accès à l'eau potable.

⁵ Le CEAS est une ONG Suisse, créée en 1980, qui lutte contre la pauvreté en Afrique par des échanges de compétences techniques.

⁶ ISF est une ONG belge, créée en 1985, dont le caractère est de réaliser ou d'appuyer des projets de coopération au développement à caractère technique.

d'engager 3 agents pour établir un fichier actualisé de l'état civil. Ce travail est relativement conséquent mais important pour nous : il nous permettra d'actualiser le fichier des contribuables.

Actuellement, les 3 communes européennes et Gourcy sont en pourparlers pour une rencontre des différents partenaires en janvier 2012 et ceci, afin de bien déterminer nos inter-actions. Mais déjà Internet nous permet d'être en contact régulièrement.

Oupeye gère donc depuis 2009 un budget global de coopération de 280 000 euros (RW et UVCW) sur 4 ans !

J'attire l'attention sur le point suivant qui me paraît fondamental : lors d'un premier partenariat, une identification trop rapide et pas suffisamment participative risque d'occasionner des tensions entre les différents acteurs au début du projet. Un programme de coopération ne peut aboutir que s'il est bien ajusté aux besoins et aux aspirations des populations. Il faut se rendre compte que gérer différents partenariats demande du temps et de l'énergie. Nous avons donc de la chance à Oupeye d'avoir pu bénéficier de points APE spécifiques à ce projet pour l'engagement d'une personne. Des membres du personnel communal, de la CSO et moi-même, en tant qu'Echevine, nous impliquons énormément et avec enthousiasme dans ces projets avec Gourcy. Il faut tenir compte du fait que, dans une commune, les moyens humains tant au Sud qu'au Nord sont souvent limités.

J'avoue que la plus grosse difficulté reste la sensibilisation au Nord, surtout dans la conjoncture économique actuelle qui pousse les personnes à se replier sur elles-mêmes. Ceci me renforce dans l'idée qu'une implication de personnes de la population est un atout indispensable au Nord aussi bien qu'au Sud. Elle assure la durabilité d'un partenariat, indépendant des aléas inhérents à la politique institutionnelle : c'est sans doute la complémentarité participative des uns (de la sphère politique) et des autres (de la sphère citoyenne) qui donne tout son sens au mot « partenariat ».

Arlette LIBEN-DECKERS

Echevine en Charge des Affaires humanitaires

OUPEYE